

Document

Le plan "syrien et souverain" de Bachar al-Assad : à bon entendeur salut

(« Tendances de l'Orient » - <http://www.voltairenet.org> par Pierre Khalaf)

07.01.13

Le timing choisi par le président Bachar al-Assad pour proposer un plan de sortie de crise n'est pas anodin. Il a coïncidé, d'abord, avec les défaites successives des groupes armés, ce qui a détruit les illusions des Etats-Unis et de leurs auxiliaires européens et arabes, faussant tous leurs calculs ; et, ensuite, avec les informations sur une prochaine réunion russo-américaine, à la mi-janvier, pour discuter des résultats de la dernière visite en Syrie de l'émissaire international, Lakhdar Brahimi. Ce dernier avait d'ailleurs entendu de la bouche du président Assad les grandes lignes des principes qu'il a développés dimanche à la Maison de la Culture et des Arts, dans un discours prononcé en direct en présence de centaines de partisans enthousiastes. A la tête de ces principes inaliénables figurent les points suivants : la souveraineté et l'indépendance politique de la Syrie ne sont pas négociables, par conséquent, Damas n'acceptera aucune condition imposée de l'extérieur ; toute solution devra refléter la volonté des Syriens ; pas de dialogue avec les terroristes.

Dans sa première allocution depuis le 3 juin 2012, M. Assad s'est montré inflexible, assurant que le conflit n'opposait pas le pouvoir et l'opposition mais "*la patrie et ses ennemis*" qui souhaitent sa partition et son affaiblissement. Affirmant ne pas avoir trouvé jusqu'à présent de "*partenaire*" pour cela et refusant de négocier avec "des gangs qui prennent leurs ordres de l'étranger", il a proposé un plan en trois étapes. Mais avant tout dialogue, les pays finançant les "*terroristes*" devront "*s'engager à arrêter*" et "*les hommes armés*" devront mettre fin à leurs "*opérations terroristes*", a-t-il précisé, dénonçant "*un état de guerre dans tous les sens du terme*".

Ce n'est qu'une fois ces engagements pris, que l'armée cessera immédiatement ses opérations, "*tout en conservant le droit de répliquer*", a-t-il ajouté.

Dans ces conditions seulement s'ouvrira "une conférence de dialogue national", a-t-il poursuivi. Cette conférence devra rédiger une "Charte nationale" qui sera soumise à référendum, tandis qu'un nouveau Parlement et un nouveau gouvernement émergeront des urnes. Toute transition doit "se faire selon les termes de la Constitution", a-t-il insisté, en faisant référence à des élections.

Le plan Assad prévoit donc trois étapes, qui devraient être prochainement présentés officiellement par le gouvernement afin d'être inscrits dans une "Charte nationale" qui sera rédigée par toutes les parties, avant d'être soumise à référendum :

Etape 1 : Les pays armant les terroristes s'engagent à arrêter de les financer. Arrêt des opérations "terroristes" pour permettre le retour des réfugiés ; l'armée syrienne met aussitôt fin à ses opérations, tout en conservant le droit de répliquer en cas de menace contre la sécurité nationale ; mise en place d'un mécanisme permettant de surveiller l'engagement des parties, notamment en ce qui concerne le contrôle des frontières.

Etape 2 : Tenue, sous l'égide du gouvernement, d'une conférence de dialogue national auquel participeront toutes les forces, rédaction d'une Charte nationale défendant la souveraineté de la

Syrie, son unité et son intégrité territoriale, et rejetant l'ingérence, le terrorisme et la violence ; cette charte doit ensuite être soumise à un référendum ; organisation d'élections législatives suivies de la formation d'un gouvernement élargi à toutes les composantes de la société, conformément à la Constitution, en charge de faire appliquer la Charte nationale.

Etape 3 : Formation d'un gouvernement conformément à la Constitution, tenue d'une conférence nationale de réconciliation et amnistie générale pour toutes les personnes détenues en raison des événements, reconstruction des infrastructures.

Comme s'y attendait le président Assad, la soi-disant opposition représentée par la Coalition nationale syrienne a aussitôt rejeté ce plan, accusant le chef d'Etat de vouloir choisir ses interlocuteurs et de chercher à se maintenir au pouvoir. Le porte-parole de la Coalition, Walid al-Bounni, a affirmé à l'AFP à Beyrouth que l'opposition souhaitait "une solution politique, mais l'objectif pour les Syriens est de sortir (M. Assad)".

Le président Assad avait déclaré que de toute façon, ce plan ne s'adressait pas à "ceux qui vont le rejeter d'emblée mais aux vrais patriotes qui ont à cœur l'intérêt de la Syrie".

"Cela ne sert à rien de discuter avec ceux qui prennent leurs ordres de l'étranger, il vaut mieux parler directement avec le maître et non pas avec l'esclave", a-t-il dimanche.

L'initiative du président Assad intervient alors que les Etats-Unis semblent s'être résignés devant l'échec de toutes les pressions, sanctions et offensives militaires pour obtenir le départ du chef de l'Etat syrien. Le 29 décembre, la Russie a indiqué que M. Assad entendait rester au pouvoir jusqu'au bout de son mandat et qu'il était impossible de l'en dissuader.

Lors de sa visite fin décembre à Damas, Lakhdar Brahimi a évoqué un plan "basé sur la déclaration de Genève", prévoyant un cessez-le-feu, la formation d'un gouvernement aux pleins pouvoirs et des élections. La déclaration de Genève datant de juin 2012 prévoyait un gouvernement de transition mais n'évoquait pas le départ de M. Assad.

M. Brahimi a jugé ce plan susceptible d'être accepté par la communauté internationale. Damas a réagi en se disant favorable à toute initiative passant par le dialogue.

Après plusieurs rencontres entre Moscou et Washington, et plusieurs tournées de M. Brahimi, le ballet diplomatique s'intensifie dans la région.

Riyad et Le Caire ont appelé à "une issue pacifique" dont les termes doivent être définis par les Syriens eux-mêmes. Le chef de la diplomatie iranienne se rend pour sa part le 9 janvier au Caire pour voir les Égyptiens et M. Brahimi.

Toutes ces activités diplomatiques interviennent alors que sur le terrain, l'armée syrienne a enregistré des succès importants dans les régions de Daraya, Moadhamiyya et la Ghouta orientale, où des centaines de rebelles, dont des combattants étrangers, ont été tués. La soi-disant "offensive pour la libération de Damas", lancée fin novembre, a encore une fois tourné au désastre pour les rebelles, qui ont perdu des milliers d'hommes sans parvenir à réaliser le moindre succès sur le terrain. Dans la région d'Alep, les lignes de fronts se sont stabilisées. Lentement, l'armée est en train de reprendre le contrôle des quartiers de la grande métropole encore occupés par les qaïdistes du Front al-Nosra. Idem à Homs, où les derniers rebelles sont totalement encerclés dans un petit réduit.

Déclarations et prises de positions

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« C'est grâce à la position du gouvernement et de notre parti que le conflit syrien n'a pas été importé au Liban. Si nos adversaires étaient au pouvoir, il est certain qu'il y aurait eu un conflit interne au Liban et un conflit armé entre le Liban et la Syrie. Il existe deux approches face à la situation en Syrie. La première consiste à appeler au dialogue et à refuser l'importation du conflit, alors que la seconde est basée sur la provocation et la propagation de cette crise au Liban. Notre position fondamentale est le refus de toute forme de partition ou de tout appel à la division et au découpage de n'importe quel pays arabe ou musulman et nous appelons à préserver l'unité de chacun de ces pays. Du Yémen à l'Irak, en passant par l'Égypte et même la Libye, jusqu'à la Syrie plus que jamais menacée. Il faut un règlement politique en Syrie. Si la solution militaire perdure, la guerre sera longue. Il devrait y avoir une action politique sérieuse allant dans le sens de pressions et d'une aide pour aboutir à une solution politique en Syrie, un dialogue et un règlement politique. Certains cherchent à importer les combats au Liban, dans plusieurs régions. D'autres ont tenté en vain de jouer la carte de la provocation au niveau de la rue. Au sein du gouvernement il existe des divergences sur la question syrienne, les ministres ne s'entretient pas pour autant. Il ne faut pas politiser le dossier des réfugiés syriens. Il faut l'aborder d'un point de vue humanitaire uniquement. Les réfugiés syriens devraient être traités de la même façon, qu'ils soient pro-régime ou anti-régime. Il est impossible de fermer les frontières entre le Liban et la Syrie. Nous devons œuvrer pour régler le dossier des réfugiés le plus vite possible. Les Libanais devraient accueillir les familles syriennes dans leurs maisons, malgré la crise économique qui frappe le pays. Ceux qui sont responsables de l'afflux de réfugiés sont ceux qui alimentent la crise, que ce soit en Syrie, sur la scène régionale ou sur la scène internationale (...) La classe politique libanaise devrait mettre en place une stratégie nationale pour préserver et protéger les nouvelles ressources pétrolières et gazières du Liban en Méditerranée. Il s'agit d'une opportunité nationale et historique. Ces ressources appartiennent à tous les Libanais et non pas à un parti politique ou à des individus. Israël a immédiatement pris des mesures pour protéger les ressources énergétiques qui ont été découvertes, qu'avons-nous fait depuis cette découverte ? Nous serons confrontés à plusieurs défis en 2013. Les Israéliens et les Américains tentent de nous encercler dans le monde entier. Ils font pression pour que le Hezbollah soit inclus sur la liste européenne des organisations terroristes. Certains pays arabes œuvrent aussi pour donner une image diabolique de la résistance, mais ils ne réussiront pas. Notre force ne réside pas dans nos armes mais dans notre volonté et notre foi. Vos menaces ne nous font pas peur. »

Michel Aoun, leader du Courant patriotique libre

« Le régime du président Assad ne tombera pas. Nous savons analyser la conjoncture internationale. Les États-Unis ont choisi la Syrie comme terrain de bataille afin de saper l'influence russe dans la région, de démanteler l'axe du mal et de séparer la Syrie de l'Iran et le Liban de la Syrie, cela dans le but d'affaiblir tous les protagonistes. C'est la raison pour laquelle nous avons appelé au dialogue, afin d'épargner à la Syrie les destructions (...) Je n'ai pas d'objection à m'entretenir avec le député Walid Joumblatt, ou une autre personnalité, parce qu'on fait face à une crise nationale. Le fait de refuser le dialogue est un crime contre la patrie et l'alternative du dialogue est le combat. Pour entamer le dialogue, il faut que la majorité convienne sur les thèmes et elle sera prête ensuite à en débattre avec l'autre partie. Le dialogue se fait entre des personnes aux opinions différentes. C'est la logique des choses. Une rencontre entre les responsables chrétiens devrait se tenir prochainement

à Bkerké. Je suis prêt à entamer le dialogue avec tout le monde et cela pour parvenir à une solution. »

Salim Hoss, ancien Premier ministre du Liban

« Je ne crois pas que les protagonistes parviendront à s'entendre sur une loi électorale, tant leurs positions semblent opposées. Il me semble difficile d'organiser les législatives sur base de la loi de 1960 en raison des sérieuses critiques formulées au sujet de cette loi (...) Les pays du Golfe jouent un rôle négatif dans les révolutions arabes. Ce qui se passe en Syrie est très profond et dépasse la simple révolution démocratique. La crise syrienne est désormais au cœur d'enjeux stratégiques internationaux et régionaux. Mais en dépit de ce qui se dit, le conflit n'est pas devenu confessionnel et religieux. Le sentiment national des Syriens est trop fort pour qu'ils acceptent que leur pays soit divisé en entités confessionnelles ou soit victime d'une partition. Si la crise doit se prolonger, nul ne peut dire que le Liban pourra continuer d'être à l'abri des troubles. »

Jamil Sayyed, ancien chef de la Sûreté générale au Liban

« Si Samir Geagea proclame son innocence dans l'assassinat de Dany Chamoun et de sa famille et de l'ancien Premier ministre Rachid Karamé, et de l'attentat contre l'Eglise de Notre-Dame de Délivrance en 1994, et s'il considère que les accusations qui ont été retenues contre lui durant la période de son incarcération étaient infondées, pourquoi n'a-t-il pas intenté un procès contre les responsables, dont Jamil Sayyed, qui selon lui l'ont injustement condamné ? Il n'existe aucune excuse logique ou morale qui explique l'abstention de Geagea d'engager des poursuites judiciaires afin de faire prévaloir la vérité. Les ministres qui ont été chargé du portefeuille de la justice depuis qu'il a été amnistié il y a sept ans lui étaient inféodés. Mais Geagea n'a pas eu recours à la justice parce qu'il est satisfait de l'amnistie politique dont il a bénéficié. Autrefois, on disait qu'accepter l'amnistie revient à reconnaître son péché. »

Evénements

Le quotidien libanais Al-Akhbar a rapporté dans son édition du vendredi 4 janvier que le chef des ravisseurs des otages libanais en Syrie, Omar el-Dadeikhi, plus connu sous le nom d'Abou Ibrahim, n'a plus donné signe de vie depuis qu'il a été blessé dans une bataille dans la province d'Alep. Certaines informations affirment qu'il a été transporté en Turquie pour y être soigné.

Le quotidien Al-Akhbar rapporte dans son édition du jeudi 3 janvier qu'une patrouille des forces de sécurité a saisi, il y a deux jours, dans la voiture d'un député du Liban-Nord des mitrailleuses de calibre moyen de type BKS et une mitrailleuse lourde de calibre 12,7 mm. Le chauffeur du député a été remis en liberté et la voiture rendue à son propriétaire. La cargaison d'armes a été saisie.

Les familles des neuf pèlerins libanais toujours retenus en Syrie ont observé mercredi 2 janvier un sit-in devant les locaux de la Turkish Airlines, dans le centre-ville de Beyrouth, et ont empêché les employés de la compagnie d'aviation turque d'accéder à leurs bureaux. Les proches des neuf otages avaient observé le 23 décembre un sit-in devant l'ambassade de Turquie à Rabieh, au nord de Beyrouth. Lors du rassemblement, les manifestants avaient publié un communiqué dans lequel ils avaient fait assumer la responsabilité de l'enlèvement des leurs à la Turquie. Selon le communiqué, les familles affirment que la partie turque n'a pas été sérieuse dans le suivi de leur cause. « S'il faut que des Turcs soient enlevés pour que nos fils reviennent, nous y sommes prêts », avaient-elles martelé. Les familles ont décidé de lancer une campagne de boycottage des produits turcs pour exercer des pressions supplémentaires et menacé de paralysie, à partir du 1er janvier, des intérêts turcs au Liban.

L'AFP a rapporté que l'Armée libanaise a saisi une cargaison d'armes aux frontières nord avant qu'elle ne soit introduite en Syrie. L'opération a eu lieu dans la région de Wadi Khaled, au nord du pays. Les armes, dissimulées dans une voiture et une camionnette, comprenaient des obus de mortier, des mitrailleuses et des munitions. Les chauffeurs des véhicules, deux Libanais originaires de Wadi Khaled, ont été arrêtés par l'Armée. La télévision Al-Manar du Hezbollah, a indiqué que la cargaison a été saisie dans le village de Mejdal.

As Safir (Quotidien libanais proche de la majorité, 3 janvier 2013)

Kassem Kassir

Mouchir al-Masri, membre du Conseil législatif palestinien, a précisé que sa visite au Liban visait à participer au meeting de « la victoire et du martyr », organisé par la Jamaa islamiya à Saïda, et à s'entretenir avec le président du Parlement, Nabih Berry, de la situation des Palestiniens au Liban, notamment ceux qui ont fui les combats en Syrie. Le député palestinien a indiqué avoir remercié le chef du Législatif libanais pour son soutien au peuple palestinien, surtout pendant la dernière bataille de Gaza, et lui avoir remis une invitation pour visiter la bande à la tête d'une délégation parlementaire.

Interrogé sur la polémique provoquée par la visite à Gaza d'une délégation du 14-Mars comprenant le député des Forces libanaises Antoine Zahra, M. Masri a répondu : « Gaza est devenu un lieu de pèlerinage pour tous les hommes libres et nous sommes prêts à accueillir tous ceux qui souhaitent venir afin de briser le blocus politique et matériel qui nous est imposé. Nous n'entrons pas dans les détails de la composition des délégations qui viennent ». Au sujet des informations selon lesquelles le Hamas pourrait rejoindre l'axe régional hostile à la résistance, M. Masri a déclaré : « Nous pensons que l'avenir est à la résistance et nous ne sommes pas obligés de nous défendre ou de préciser nos plans. Avant la dernière bataille de Gaza, beaucoup a été dit, mais pendant ce temps, nous étions en train de nous préparer secrètement à la bataille. Et la guerre de Gaza l'a prouvé. Le choix stratégique du Hamas, voire du peuple palestinien tout entier, y compris ceux qui pariaient sur les négociations et les compromis, est la résistance. »

Sur la relation entre le Hamas et l'Iran, M. Masri a déclaré : « Nous sommes ouverts à toutes les parties, surtout les pays arabes et musulmans. Nous n'avons interrompu nos relations avec personne. Nous tenons à préserver notre relation avec l'Iran en raison du soutien qu'elle apporte à la résistance du peuple palestinien. Nous avons un ennemi commun, l'entité sioniste. »

As Safir (31 décembre 2012)

Ali Saghir

Chanter la stabilité qui règne au Sud du Litani n'est plus de simples paroles dans l'air ou de simples communiqués de la Finul. Il s'agit désormais d'un vécu dont sont fiers tous les habitants de la région. Hier, et comme il a l'habitude de le faire tous les ans, le Hezbollah a offert un déjeuner en l'honneur des autorités religieuses chrétiennes du Liban-Sud dans un restaurant à Tyr. Le déjeuner s'est déroulé en présence de l'évêque maronite de Tyr, l'évêque Chucrallah Nabil el-Hajj, du métropolitain grec-catholique, l'évêque Georges Bakhouni, du père Philippe Habib, représentant l'évêque grec-orthodoxe Elias Kfoury, de mukhtars et de chefs de municipalités, ainsi que du député Hassan Fadlallah, à la tête d'une importante délégation du Hezbollah. Dans une allocution prononcée au nom de l'évêque Kfoury, le père Habib a déclaré que le « printemps arabes s'est avéré être un automne arabe. »

L'évêque Bahouni a rendu hommage au rôle du Hezbollah dans la préservation de « la convivialité entre musulmans et chrétiens », soulignant que la tradition libanaise veut que les différentes communautés participent aux fêtes religieuses de toutes et que c'est cette tradition que le Hezbollah tient chaque année à respecter. Le Hezbollah fait ainsi « vivre le Liban de l'entente, de la coopération et de la convivialité ».

Le député Fadlallah a de son côté précisé que l'objectif du Hezbollah est que le Liban reste calme et stable. Selon lui, la situation au Sud se résume désormais en l'équation suivante : la stabilité « sans pour autant rassurer l'ennemi », ajoutant que cette stabilité est assurée par la formule : armée-peuple-résistance. Il a estimé que les solutions au Liban exigent toujours un dialogue entre toutes les parties. Le député a répété que le Hezbollah souhaite l'adoption d'une loi électorale qui assure « un véritable partenariat avec les chrétiens au Parlement et dans les institutions ».

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Sarkis Naoum (3 janvier 2013)

Loin de toute passion, des chercheurs américains analysent la situation en Syrie pour essayer d'en connaître les issues possibles. Ils sont parvenus à quatre scénarios : la victoire du régime ; la victoire de l'opposition ; la poursuite de la guerre en raison de l'incapacité de l'un des deux camps à dominer ; et, enfin, une solution politique.

La victoire du régime d'Assad est-elle encore possible, bien qu'il ait perdu le contrôle des deux-tiers de la géographie de la Syrie ? Le rapport établi par l'un de ces experts américains affirme que la victoire d'Assad reste une probabilité réelle et réaliste, en dépit du fait que le printemps arabe a réussi à renverser de nombreux régimes dans la région. Les conséquences d'une telle victoire seraient le maintien pendant des années des sanctions internationales, ce qui fera de la Syrie un pays isolé et pauvre. Il est évident que la Chine, la Russie, l'Iran et quelques autres pays ignoreront ces sanctions et continueront de fournir à la Syrie d'Assad tout ce qui est nécessaire pour la maintenir en vie. La victoire du régime provoquera d'autres rounds de guerres civiles à l'intérieur du pays, surtout que les problèmes structurels n'auront pas été réglés. Le régime ne permettra pas à la majorité du peuple de l'écarter par voie de vote (élections). De plus, sa victoire va provoquer une vague d'exode de milieux capables de reconstruire le pays. Dans ce scénario, seul le quart des Syriens seront les vainqueurs : les partisans du régime et les Kurdes. Cela signifie qu'un Kurdistan autonome verra le jour, ce qui provoquera de graves problèmes à la Turquie. La Russie, l'Iran et le Hezbollah savoureront alors une importante victoire stratégique régionale. Pour leur part, les alliés des Etats-Unis, c'est-à-dire la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar subiront la défaite.

Le deuxième scénario imaginé par le chercheur américain est celui d'une victoire des rebelles. Il est hautement probable dans ce cas que les islamistes s'emparent du pouvoir à Damas. Si ce scénario se concrétise, on assistera alors à des actes de vengeance visant notamment les alaouites en Syrie, mais aussi à l'exode de centaines de milliers de chrétiens.

Le troisième scénario prévoit une guerre civile de longue durée, ponctuée de violences. Le panorama qui en découlera rappellera le cas du Liban, aux prises avec une telle guerre entre 1975 et 1990. Le risque d'une déstabilisation à l'échelle régionale ne sera pas à exclure. Au plan stratégique, toutefois, une telle libanisation de la Syrie pourrait être, pour les Etats-Unis, préférable à la victoire de l'un ou l'autre des deux camps.

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la majorité, 4 janvier 2013)

Selon des sources de sécurité, à peine la dernière bataille de Tripoli a-t-elle pris fin que d'énormes quantités d'armes et de munitions de divers calibres, en provenance d'un pays arabe, sont arrivées à Bab Tebbané. Cette cargaison d'armes comporte des lance-roquettes RGP7, des mortiers de calibre 82 mm et des M4. Cet arsenal a été entreposé au cœur des quartiers populaires ainsi que dans plusieurs mosquées de la ville.

Ces mêmes sources ajoutent que la quantité d'armes introduites à Bab Tebbané suffit à ouvrir un front pendant des mois. Le financement de ces cargaisons est pris en charge par un colonel à la retraite de l'Armée libanaise, qui supervise également la distribution des armes aux jeunes gens, qui n'en n'ont jamais reçu autant. Une partie des munitions est arrivé de la région de Ersal, dans la Békaa, à bord de camionnettes de légume.

Al Akhbar (4 janvier 2013)

Nahed Heter, Jordanie

A l'heure où la fièvre du confessionnalisme, du sectarisme, de la barbarie et de la folie sévit au Moyen-Orient, de marquer un temps de réflexion et de méditation, il est coutume de le faire lorsqu'on passe d'une année à l'autre... 2013 sera-t-elle l'année du salut pour la Syrie, dont dépend le salut de l'ensemble du Machreq arabe ? La ténacité de Bachar al-Assad face aux pressions de tous bords est remarquable. Le président syrien n'est plus le simple héritier de Hafez al-Assad mais il est devenu un leader habité par l'esprit de la Syrie, dont les deux traits caractéristiques sont : l'arabité et la laïcité. Assad ne se préoccupe plus de la campagne hostile qui vise à lui saper le moral, ni des conseils prodigués par les amis et les alliés pour qu'il envisage un compromis qui ne garantit pas les grands principes de l'Etat syrien et ne préserve pas son esprit. Bachar al-Assad livre une guerre féroce pour défendre le régime, mais qu'on le veuille ou non, en insistant à combattre sans répit, Assad se pose en leader mu par la volonté de vaincre, et l'on sait que lorsqu'on possède une telle volonté, la victoire est à moitié acquise.

Al Hayat (Quotidien panarabe à capitaux saoudiens, 31 décembre 2012)

Walid Choucair

Les milieux proches du leader druze Walid Joumblatt assurent que les tentatives du 14-Mars de réduire la taille des circonscriptions du Chouf et d'Aley visent à le priver des moyens de se doter d'un bloc parlementaire consistant comportant des députés non druzes. L'insistance du général Michel Aoun et du Hezbollah à adopter le mode de scrutin proportionnel a également pour but de réduire le poids de son bloc sous prétexte de la "réforme électorale". C'est ce qui a poussé M. Joumblatt à réitérer dernièrement ses déclarations selon lesquelles "le 14 et le 8-Mars cherchent à adopter des lois électorales sur mesure, et qu'il n'acceptera pas d'être rattaché à qui que ce soit, ainsi que ses allusions aux "bulldozers électoraux" (les listes conduites par le Hezbollah et le Courant du futur). A partir de là, le chef du Parti socialiste progressiste insiste sur la nécessité de trouver une "troisième voie".

Ces milieux ajoutent que M. Joumblatt est convaincu que si ceux qui proposent des lois électorales ne parviennent pas à lui arracher des sièges parlementaires en réduisant la taille des circonscriptions ou en adoptant la proportionnelle, ils tenteront de la faire en négociant avec lui les sièges à pourvoir et les candidats. Un examen de la carte électorale montre que c'est surtout le 14-Mars qui exercera des pressions dans ce sens, car les députés non druzes au Chouf et à Aley sont membres de

l'opposition, et ils sont élus grâce à l'électorat druze. Et les indications montrent que le 8-Mars sera plus enclin à prendre en compte les considérations de Joumblatt, à condition qu'il ne s'allie pas avec le 14-Mars. Car le souci principal du Hezbollah est que l'opposition actuelle n'obtienne pas la majorité à tout prix.

Aussi, les observateurs qui suivent les positions de Joumblatt n'excluent pas que le leader druze envisage de se lancer dans les élections législatives à travers des listes indépendantes et complètes au Chouf et à Aley, sans s'allier au 14-Mars. Ce qui signifie qu'il ne va pas intégrer à ses listes les députés de l'opposition, afin de se constituer un bloc parlementaire indépendant qu'il a qualifié de "troisième voie".

Certains milieux politiques indiquent que M. Joumblatt pourrait abandonner les candidatures des députés des Forces libanaises Georges Adwan, du Parti national libéral Dory Chamoun, et du Courant du futur Mohammad Al-Hajjar. Ces milieux se demandent s'il ne remplacerait pas son ami Marwan Hamadé par un autre candidat. Par conséquent, il présentera dans le Chouf une liste complète de huit membres (deux druzes, deux sunnites, trois maronites et un grec-catholique), en comptant sur son bloc électoral composé des druzes et de ses partisans chrétiens et sunnites.

Al Balad (Quotidien libanais indépendant, 1er janvier 2013)

Ali Dahi

L'ex-Premier ministre Fouad Siniora a été informé de l'échec des pressions saoudiennes exercées sur le président français François Hollande pour le dissuader d'appuyer les efforts du bloc centriste au Liban et de soutenir le point de vue du Premier ministre Najib Mikati. Des sources ministérielles rapportent que M. Mikati a obtenu un soutien significatif lors de sa dernière rencontre avec le chef de l'Etat français, qui lui aurait fait part de la volonté de la France de soutenir les centristes au Liban. Cela passe impérativement par l'adoption d'une nouvelle loi électorale, et le rôle du député Walid Joumblatt s'avère fondamental sur ce plan. Les autorités françaises auraient fait savoir à Mikati qu'elles prenaient en charge d'établir le contact avec le député Joumblatt pour lui mettre la pression, et avec le président Amine Gemayel, afin qu'ils acceptent d'adhérer au projet de loi de Fouad Boutros après y avoir introduit quelques amendements.

L'Orient-Le Jour (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

(4 janvier 2013)

Le gouvernement libanais a adopté jeudi 3 janvier un plan d'aide aux réfugiés syriens au terme d'un Conseil des ministres très tendu malgré les objections des ministres du Courant patriotique libre (CPL), qui mènent depuis quelques jours déjà une campagne féroce contre les déplacés syriens, allant même jusqu'à demander de les expulser du territoire libanais. Le CPL s'est donc retrouvé seul contre tous, le Hezbollah et le mouvement Amal et même le ministre Ali Kansa ayant rejeté vivement leurs propositions visant à fermer les frontières libano-syriennes.

Le ministre du Tourisme, Fadi Abboud (CPL), a déclaré que « les prises de position du CPL ne sont pas dures mais le Liban fait face à un problème au-dessus de ses capacités ».

Le ministre de l'Énergie Gebran Bassil (CPL) s'est pour sa part vivement opposé aux propositions du ministre Marwan Charbel d'établir des camps pour les déplacés, estimant que « ces camps pourraient se transformer en camps militaires pour entraîner les révolutionnaires syriens ».

M. Bassil a mis en garde contre des « répercussions politiques, sécuritaires et démographiques » sur ce plan.

Le plan proposé hier par le ministre de l'Intérieur Marwan Charbel prévoyait la formation d'une cellule de crise formée de membres des FSI, de la Sûreté générale et des ministères de la Santé, des Affaires sociales et de l'Éducation, en sus de l'établissement de points de rencontre et de camps de réfugiés dans la Békaa et le Akkar, et la location de terres d'une superficie de 25000 mètres carrés pour y édifier des maisons équipées en cuisines, en lits et en eau, et où des dispensaires seraient assurés. Ces camps auraient une capacité d'environ 5000 personnes. Finalement, quelques éléments de ce plan ont été adoptés.

L'Orient-Le Jour (31 décembre 2012)

Scarlett Haddad

Le 14 Mars a déjà défini ses trois « non » : pas de report des élections, pas de changement de la loi actuelle et pas de prolongation du mandat du Parlement. En même temps, il affirme qu'il devrait remporter les élections avec plus de 65 sièges sans avoir recours au chef druze Walid Joumblatt. Ce camp ne cache pas sa volonté de reprendre le pouvoir au Liban par le biais des élections législatives de juin, d'abord en remportant une majorité confortable des sièges, qui lui permettra de choisir un président de la Chambre appartenant à ses rangs et ensuite en imposant la formation d'un gouvernement issu des élections qui, à son tour, favorisera l'élection en 2014 d'un président de la République qui lui sera proche.

Nombreux sont ceux qui, au sein de ce camp, considèrent avoir commis une grave faute en acceptant de maintenir Nabih Berry à la tête du Parlement en 2005 et en 2009, estimant que sous une apparence centriste, M. Berry reste carrément dans le camp du 8 Mars.

Pourtant, cette opinion ne fait pas l'unanimité au sein de l'opposition où certains pensent au contraire que Berry pourrait éventuellement prendre ses distances avec le Hezbollah et qu'il faudrait donc miser sur lui pour lui permettre de s'éloigner du 8 Mars.

Face à cette approche, la conception du 8 Mars est tout à fait différente. Elle se résume à l'équation suivante : non au déroulement des élections sur la base de la loi actuelle, quitte à devoir aboutir à un report du scrutin. Il n'est pas question pour ce camp de se laisser impressionner par les exigences de la communauté internationale comme ce fut le cas au printemps 2005, lorsque le fameux accord quadripartite a été conclu à la hâte pour pouvoir organiser les législatives à la date prévue en croyant assurer un filet de sécurité au Liban, alors qu'il s'agissait en fait de donner la majorité parlementaire au 14 Mars. Le 8 Mars affirme avoir tiré cette leçon et réitère son entière confiance dans le président de la Chambre qui cherche à dénouer les blocages dans l'intérêt de tous, mais sans faire des concessions sur le fond. Ce camp affirme aussi que ni les développements en Syrie ni le début du procès devant le TSL n'auront un impact concluant sur le cours des événements au Liban, d'autant que, selon lui, en Syrie, la situation peut encore durer un an ou deux alors que le procès est entaché de nombreuses irrégularités. Le 8 Mars laisse ainsi entendre qu'avec Walid Joumblatt, il continue à avoir une majorité parlementaire et s'il est coincé, il peut l'utiliser, en ayant d'abord pris soin de calmer les appréhensions du leader druze.

Mais pour ce dernier aussi, l'échéance électorale est cruciale, car elle risque d'entraîner un changement politique au Liban, même si elle ne modifie pas vraiment les rapports de force sur le terrain.

Agence France-press (Agence de presse française, 3 janvier 2013)

Un ressortissant australien a été tué en Syrie dimanche lors d'un assaut des rebelles sur l'importante base militaire de Wadi Deif, dans le nord-ouest du pays, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). « Un Australien surnommé Abou al-Walid al-Australi a été tué le 30 décembre alors qu'il participait avec les rebelles à une attaque contre la base de Wadi Deif », a précisé son directeur Rami Abdel Rahmane, joint par l'AFP par téléphone.

Le 28 décembre, plusieurs brigades rebelles ont lancé un assaut sur Wadi Deif, l'une des dernières place-forte militaires encore aux mains de l'armée dans le nord-ouest du pays. Depuis, chaque jour, plusieurs rebelles et soldats sont tués dans ces combats. Des rebelles sur le terrain ont affirmé que le Front jihadiste Al-Nosra menait cette offensive, qu'il a baptisée « Edifice fortifié ».

Par ailleurs, un journaliste indépendant américain qui a fourni ces derniers mois des reportages vidéo à l'AFP sur la guerre en Syrie, a été enlevé fin novembre dans le nord du pays, a annoncé mercredi sa famille. Selon les témoignages recueillis par l'AFP, James Foley, 39 ans, a été arrêté le 22 novembre près de la ville de Taftanaz par quatre hommes armés de Kalachnikov qui ont ensuite relâché son chauffeur et son traducteur. Ses proches sont depuis cette date sans aucune nouvelle de lui. Lors de son enlèvement, James Foley se trouvait en compagnie d'un autre journaliste, qui est également porté disparu, mais dont la famille ne souhaite pas divulguer l'identité.

Ria Novosti (Agence de presse russe, 3 janvier 2013)

Les exercices militaires impliquant toutes les flottes russes -de la mer Noire, du Nord, du Pacifique et de la Baltique - se dérouleront fin janvier dans le bassin de la Méditerranée et de la mer Noire, a appris l'agence RIA Novosti auprès du service de presse du ministère de la Défense du pays.

Prévus par le programme d'entraînement des Forces armées pour l'année 2013, les exercices auront pour mission de « perfectionner la coopération entre les troupes à l'extérieur de la Fédération de Russie », a indiqué la source. « A l'heure actuelle, des groupes opérationnels de navires sont en route vers les zones désignées en vue de manœuvres », a précisé le service de presse. Le scénario des exercices militaires prévoit la simulation d'épisodes tactiques d'embarquement d'effectifs de l'infanterie de marine et des troupes aéroportées sur des navires de débarquement depuis la côte non équipée du Caucase du Nord, a expliqué l'interlocuteur de l'agence.

Maariv (Quotidien israélien, 3 janvier 2013)

Les efforts déployés récemment par les Israéliens en vue de pousser les pays européens à placer le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes ont échoué. Cet échec s'explique par la position de la France qui s'oppose à une telle initiative. L'objection française est venue s'ajouter à la décision prise par le gouvernement bulgare de reporter la publication des résultats relatifs à l'explosion qui avait visé un bus de tourisme israélien à Burgas, en Bulgarie, au mois de juillet dernier. Le report a été motivé par le fait que l'enquête n'est pas parvenue à des preuves pouvant incriminer le Hezbollah dans cette opération. Des sources bien informées soulignent qu'Israël a déployé des efforts particuliers ces dernières semaines afin d'inciter les Européens à se dépêcher de placer le Hezbollah sur la liste noire, tablant ainsi sur la dégradation de la situation en Syrie et dans le but d'affaiblir le Hezbollah au Liban.

Alors que les États-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne soutiennent la requête israélienne, la France, elle, s'y oppose fermement. A défaut d'unanimité, l'Union européenne n'est pas parvenue à une décision en ce sens.

Paris craint en effet « toute décision visant le Hezbollah, qui risque de déstabiliser un pays assez fragilisé au départ, et, surtout, de porter atteinte aux intérêts des acteurs modérés » sur la scène libanaise, ajoutent les mêmes sources. La France va même plus loin en préconisant un dialogue avec le Hezbollah, « un mouvement politique important qui continue d'avoir une influence majeure au sein de plusieurs institutions de l'État ».

The Independent (3 janvier 2013)

Robert Fisk

Les Iraniens comprennent l'Occident beaucoup mieux que nous comprenons les Iraniens -beaucoup d'entre eux, rappelez-vous, ont été formés aux États-Unis. Et ils ont une manière intrigante de se distinguer, quoi qu'ils fassent. George Bush (et Lord Blair de Kout al-Amara) ont envahi l'Afghanistan et débarrassé les Iraniens chiites de leur ennemi sunnite. Ensuite, le couple Bush-Blair a envahi l'Irak et s'est débarrassé de l'ennemi le plus détestable de la République islamique, Saddam Hussein. C'est ainsi que l'Iran a gagné à la fois l'Afghanistan et la guerre en Irak -sans coup férier.

Israël n'a pas le courage de lancer une guerre totale contre l'Iran –il la perdrait -et les Etats-Unis, après avoir été défaits dans deux guerres au Moyen-Orient, ne sont pas enthousiastes pour en perdre une troisième. Les sanctions sont à l'origine de beaucoup plus de misère pour les Iraniens que les F-18 d'Israël. De toute façon, pourquoi l'Amérique menace-t-elle l'Iran ? Elle n'a pas menacé l'Inde quand ce pays s'est doté de l'arme nucléaire. Et le plus déroutant est que cet Etat extrémiste, appelé le Pakistan, a développé l'arme nucléaire sans que les Etats-Unis ne le menacent d'aller bombarder ses installations.

Que reste-il en 2013 ? Assad, bien sûr. Oui, il va partir. Un jour, comme il le répète. Mais ne vous attendez pas à ce que cela se produise dans un proche avenir. Ou que cela se passe selon le style Kadhafi. Le vieux dicton est toujours d'actualité. L'Égypte n'était pas la Tunisie, le Yémen n'était pas l'Égypte, la Libye n'était pas le Yémen et la Syrie n'est pas la Libye.

Et dans le Golfe ? Il y a l'Arabie saoudite, où le premier éveil arabe a commencé ? En effet, la première révolution arabe -l'avènement de l'Islam- a vu le jour dans cette région. Il y a ceux qui disent que les royaumes du Golfe vont rester sûrs pendant les années à venir. N'y comptez pas. Regarder l'Arabie saoudite. Rappelez-vous ce qu'un diplomate britannique a écrit, il y a 130 ans. « Même à la Mecque ... »

Gulf News (Site internet émirati, 1er janvier 2013)

Cette année, contrairement aux années précédentes, les médias du Hezbollah ont diffusé des célébrations de Noël. Le 25 décembre, la station de radio Al-Nour a passé des chants religieux en l'honneur du Christ. La chaîne de télévision Al-Manar n'était pas en reste. Elle a consacré une partie de ses programmes à la place de Jésus, fils de Marie, dans l'Islam. La controverse religieuse, qui existe sur cette question, a été ostensiblement passée sous silence. En parallèle, la chaîne a diffusé nombre de reportages sur l'entraînement des combattants d'Al-Qaïda ou l'attaque des salafistes à Achrafié. Il s'agit d'une décision politique prise par le Hezbollah.

Centrer l'actualité sur les pressions qu'a subies la municipalité de Tripoli pour réduire au strict minimum les illuminations de Noël et la vente de sapins participe de cela. On a même entendu le prédicateur Omar Bakri conseiller aux musulmans de ne pas participer aux célébrations de Noël, qu'ils considèrent comme hérétiques. L'environnement sans précédent qui a prévalu au Liban cette

année indique que le pays est en mutation et que la "formule de coexistence" qui dicte les relations les communautés sont influencées aujourd'hui plus que jamais par le nouveau climat dans la région. Une transformation structurelle est en cours.

The Financial Times (Quotidien britannique, 1er janvier 2013)

Les salafistes, grands gagnants du nouvel ordre politique arabe, menacent de creuser le fossé sunno-chiite. C'est au Liban que le phénomène est le plus visible. Surtout depuis que le mouvement s'est organisé et s'est clairement élevé contre le Hezbollah.

Au Liban, le mouvement salafiste compte des modérés, qui œuvrent principalement dans le secteur associatif, et des extrémistes de plus en plus apparents. De 1976 à 2005, la tutelle syrienne l'a mis en sommeil. Mais la révolution en Syrie et la colère croissante des sunnites au Liban contre le pouvoir du Hezbollah lui a redonné vie.

Leur réveil s'est matérialisé dans la ville conservatrice de Tripoli. Ils ont été présents, voire menaçants, lorsqu'il fallait défendre l'un des leurs ou affronter les combattants pro-régime de la capitale du Nord.

Leur émergence, et ce n'est pas un hasard, aura coïncidé avec l'affaiblissement du premier parti sunnite, celui du Courant du Futur, dont le leader Saad Hariri est en exil depuis plus d'un an. Les anciens partisans sunnites du parti qui ont rejoint les rangs du mouvement salafiste expliquent que l'ancien premier ministre n'a pas fait assez pour défendre leur communauté. Les observateurs disent que le mouvement, coincé entre l'omnipotence du Hezbollah et la modération de la communauté sunnite, n'est pas capable de devenir un acteur politique majeur, mais qu'il peut mettre à mal la sacro-sainte équation libanaise qui assure la stabilité du pays.